

Le CLAFG propose une formation politique : former au féminin ?

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **L'Émilie : magazine socio-culturelles**

Band (Jahr): **[91] (2003)**

Heft 1475

PDF erstellt am: **11.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-282600>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Le CLAFG propose une formation politique

Former au féminin ?

En novembre 2002, le Centre de liaison des associations féminines genevoises (CLAFG) réunissait un groupe de députées genevoises de chaque parti pour les faire parler de leur carrière et des problèmes qu'elles ont rencontrés. En tenant compte des obstacles qu'elles ont soulevés et dans le but de favoriser une meilleure représentation féminine en politique, en collaboration avec la Commission consultative pour l'égalité entre femme et homme et le Service pour la promotion de l'égalité (SPPE), la CLAFG propose à prix abordable le 20 septembre (voir l'agenda en p. 2) une formation politique qui s'adresse précisément aux femmes. Rencontre avec Helena Zanelli, présidente du CLAFG.

A qui s'adresse cette formation ?

On offre une formation politique aux femmes en général, et en particulier à celles qui sont engagées en politique ou dans le monde associatif. Sur environ 80 femmes inscrites au séminaire, 68% sont conseillères municipales. Il y a des nouvelles élues, tous partis confondus, des femmes qui travaillent dans des associations, d'autres qui viennent par intérêt professionnel et il y a aussi plusieurs jeunes. Les partis politiques offrent des formations, mais la nôtre cible spécifiquement les besoins des femmes et, surtout, elle est accessible pour la bourse ! Par ailleurs, plutôt que de la répartir sur plusieurs soirées, on a organisé la formation sur une journée, étant donné que ces femmes sont archi-occupées et que la formule d'une journée leur permet de bien s'immerger dans la formation.

Pouvez-vous nous dire quelques mots sur les ateliers ?

L'atelier « Parler en public » est à mon avis très important car il s'agit là d'un véritable problème : les femmes ont plus de difficulté à s'exprimer en public, à se mettre en avant, à se faire entendre. L'atelier sur le budget communal est aussi important car je crois que, pour diverses raisons, les chiffres font peur aux femmes ; il faut dédramatiser et utiliser son bon sens. Un autre atelier qui a du succès est celui sur le lobbying ; comment faire passer une idée, comment convaincre ses adversaires. C'est facile de faire passer ses idées auprès des siens, mais en commission, lorsqu'on se retrouve avec les membres des autres partis, il faut des stratégies pour convaincre, avoir des contacts,

Un trrrrrrèèèèèè long combat politique !

- 1868 Pour la première fois en Suisse, un groupe de Zurichoises exige publiquement l'égalité sur les plans civils et politiques.
- 1909 Création de l'Association suisse pour le suffrage féminin.
- 1918 Echec d'une motion visant l'égalité politique pour les Suissesses.
- 1923 A Berne, 26 femmes exigent leur inscription comme électrices. Refusée.
- 1928 Lors de la première Exposition nationale suisse du travail féminin (SAFFA), les suffragistes traînent en cortège un escargot géant qui symbolise la lenteur avec laquelle est traitée leur revendication.
- 1929 L'Association suisse pour le suffrage féminin dépose à l'Assemblée fédérale une pétition pour le suffrage féminin munie de 25 000 signatures.
- 1950 Un conseiller national dépose une demande pour que les femmes puissent être éligibles. Refusée.
- 1959 Première votation fédérale sur le suffrage féminin : refusé (par 66%). Le canton de Vaud introduit le suffrage féminin dans les affaires cantonales et communales. Neuchâtel suit la même année, puis Genève l'année suivante.
- 1963 La Suisse entre au Conseil de l'Europe sans avoir signé la Convention pour la sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, qui exige le droit de vote des femmes.

des réseaux. Je trouve qu'il n'y a pas beaucoup de femmes qui travaillent en réseau. Une majorité de femmes ne semble pas comprendre l'intérêt de sortir, de multiplier les contacts de manière conviviale, de tout ce travail informel qui se joue en coulisse et qui fait partie des règles du jeu implicites. Le lobbying n'est pas seulement très utile, il est fondamental.

En revanche, l'atelier sur la gestion du temps n'est pas le plus populaire. Toutes les femmes qui travaillent connaissent déjà le problème ! Un autre atelier qui, étonnamment, a relativement peu de succès est celui sur la «valorisation de son image». Pourtant, l'image qu'on donne de soi est capitale en politique. D'autant que, souvent, l'électorat a bien peu d'informations sur lesquelles fonder son choix ! Les hommes ont des « uniformes » comme le complet-cravate. De leur côté, les femmes peuvent dire beaucoup plus de choses, donner plus de signes, avec leurs habits et la panoplie d'accessoires auxquels elles ont accès. Elles ont plus de choix. L'apparence est-elle importante ou non ? Le débat est ouvert, mais je crois qu'il est stratégique de prendre conscience de comment on se présente aux autres. J'ai l'impression que les hommes sont plus attentifs à ce genre de «détails», parce qu'ils font de la politique et ils exercent des fonctions de commande depuis très longtemps. Les premières générations de femmes actives en politique sont encore vivantes de nos jours !

Selon vous, comment augmenter la proportion d'élues au Parlement ?

Je trouve qu'en général, il y a peu d'exemples politiques féminins dont on parle dans l'actualité. Je suis certaine que si on parlait davantage des politiciennes, des femmes qui ont fait quelque chose de notoire dans l'histoire ou qui ont influencé d'une façon quelconque la société, et il y en a, ça donnerait l'idée à l'électorat d'élire plus de femmes. •



- 1969** Cinq mille personnes manifestent à Berne pour l'introduction immédiate des droits politiques pour les femmes.
- 1971** Le droit de vote et d'éligibilité des femmes au niveau fédéral est finalement accepté (par 65,7% des voix). Dix femmes sont élues au Conseil national (5%).
- 1984** Elisabeth Kopp (PDR, Zurich) devient la première conseillère fédérale.
- 1990** Le Tribunal fédéral oblige le canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures à accorder les droits politiques aux femmes.
- 1992** Une initiative demandant l'introduction des quotas de sexes (au moins 40% pour chacun) est rejetée.
- 1993** Ruth Dreifuss (Socialistes, Genève) est la deuxième élue au Conseil fédéral.
- 1995** Elections fédérales : 21,5% de femmes siègent au Conseil national, et 17,5% au Conseil des Etats.
- 1999** Ruth Metzler (PDC, Appenzell) est la troisième conseillère fédérale.
- 2002** Micheline Calmy-Rey (Socialistes, Genève) est la quatrième conseillère fédérale.

Source: Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes